

Santexpo 2025

« Investir dans la prévention pour sauver notre système de santé »

La prévention, tout le monde en parle, mais elle a du mal à s'incarner dans les politiques publiques. Dans un contexte de détresse du système de soins et de tensions très fortes sur les comptes sociaux, comment remettre la prévention au cœur de nos approches ? Lors d'une table ronde organisée le 22 mai par le Village des entreprises du médicament au salon Santexpo, animée par Laurent Gainza, directeur des affaires publiques du Leem, quatre intervenants ont échangé sur la façon dont on peut l'évaluer et en valoriser l'impact ? Un enjeu de pilotage, mais aussi de pédagogie, pour passer d'une approche purement thérapeutique à une approche globale de la santé, qui tienne compte de l'ensemble des déterminants de santé.

Mieux vaut prévenir que guérir. L'adage coule de source, et pourtant... Les résultats [du rapport de l'Institut Montaigne](#) publié en mars 2025 sur le dépistage interpellent : près d'un tiers des Français (29 %) ne se sentent pas suffisamment concernés ou à risque pour réaliser un acte de dépistage. Et ce chiffre passe à près d'un jeune sur deux de 18 à 24 ans.

« Les biais cognitifs responsables de cette réticence sont forts, explique Margaux Tellier-Poulain, responsable de projets à l'Institut Montaigne. Il y a le biais du présent (difficulté à se projeter dans l'avenir), le biais de l'optimisme (se considérer en bonne santé) et le manque d'information ». Auxquels ajouter les déterminants tristement connus (socio-professionnels, géographiques, culturels), les mêmes responsables des inégalités d'accès aux soins.

40 % de cancers évitables

Sur le terrain, les freins sont présents aussi. Si le dépistage néonatal atteint 93 à 99 % de la population cible en étant réalisé à la maternité, Paul Brégeaut, médecin de santé publique et chargé du centre national de coordination du dépistage néonatal, admet rencontrer plusieurs obstacles. « D'abord, la connaissance théorique de la prévention doit être approfondie dans toutes les sphères professionnelles curatives, médicales, paramédicales... Ensuite, nous vivons dans un monde de l'instantanéité et des politiques à court-terme difficilement compatibles avec le temps long de la prévention. Enfin, notre système est fragile et peine à financer la prévention ».

Pourtant, lorsqu'on mesure l'impact sanitaire et économique de la prévention, l'on se rend compte rapidement que l'enjeu est colossal. 40 % des cancers pourraient être évités s'ils avaient été prévenus par une modification des comportements. L'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans en France alors qu'elle est de 71 ans en Suède. « Un an d'espérance de vie gagné, c'est 1,5 milliards d'euros d'économies pour la santé », souligne François Chollet, président du comité FHF Prévention et neurologue au CHU de Toulouse.

Eduquer, désiloter, investir

Que faire ? Sur ce point, les experts s'accordent. En priorité : éduquer et informer. « *Le dépistage est vu comme un pas vers la maladie alors qu'il devrait être considéré comme un pas vers la santé* », commente Margaux Tellier-Poulain. L'objectif est d'offrir aux citoyens une véritable culture de la santé, à l'instar de l'Australie où chacun a une conscience sanitaire. Chacun doit donc être acteur de sa santé. « *La prévention doit être construite avec le citoyen* », appuie Paul Brégeaut. Et pas que. Pour lui, il faut aller plus loin en brisant le corporatisme des soignants et en faisant de la prévention avec d'autres professionnels comme les associations de patients.

Parce qu'il faut bien le reconnaître, la prévention touche tous les domaines. « *La prévention doit devenir une politique transministérielle, avec des plans pluri-annuels* », plaide Paul Brégeaut. Sur ce point, François Chollet partage le besoin d'un pilotage national, tant au niveau du financement qu'au niveau des objectifs et des indicateurs.

Reste que sans engagement politique et sans investissement, rien ne sera possible. « *On parle sans arrêt de dépenses de santé, mais il faut voir la prévention comme un investissement : un euro investi dans la prévention remporte 16 euros dans la productivité* », plaide Reda Guiga, président de Pfizer France. L'intérêt est évident. « *Pourtant, il faut 1 000 jours pour qu'un vaccin autorisé en Europe arrive aux patients Français ! Chaque jour compte pour sauver des vies et pour faire ces économies pour le système* ».

L'affaire de tous

Sur la question du comment, les idées ne manquent pas. « *Nous sommes convaincus que les établissements de santé ont un rôle à jouer* », explique François Chollet. Pourquoi ne pas tirer parti d'un séjour en orthopédie pour dépister un diabète ou une hypertension ? « *Aujourd'hui, la prévention est souvent portée par des médecins spécialistes, elle devrait être portée par l'établissement* ». Avec bien entendu le point noir du financement à adresser.

Les entreprises ont, elles aussi, un rôle à jouer. « *La prévention est une responsabilité* », ajoute Reda Guiga. Selon lui, les industriels sont investis de trois missions : la prévention des maladies à tous les âges, notamment infectieuses, l'accompagnement des malades via les outils de santé numérique et la santé des collaborateurs. « *Les médecins de ville, les élus, les patients ont aussi un rôle à jouer* », ajoute François Chollet qui appelle à passer d'une approche de patientèle à une approche plus globale, populationnelle. Finalement – et personne ne dira le contraire – la prévention est l'affaire de tous.

Plus d'informations : [plateforme du Leem « Les entreprises du médicament au cœur de la prévention en santé »](#)